

Mayotte, une île en sous-France

Après plus de six semaines de mobilisation de la population mahoraise contre la vie chère, l'issue n'est toujours pas en vue. Dès le début du conflit social, SUD éducation Mayotte a soutenu le mouvement.

Depuis le 27 septembre, la majorité des villages de l'île ont été coupés par des barrages, des manifestations sans précédent, ont réuni des milliers de personnes. Le mouvement de grève s'est traduit par le blocage de l'île et aujourd'hui les commerces réouvrent partiellement et dans la difficulté après une longue fermeture. Au cours de ces trois dernières semaines, il y a eu de nombreuses interpellations, plusieurs personnes ont été blessées par les forces de l'ordre, et 26 collègues ont été agressés sur des barrages. Pour rappel, un enfant de 9 ans a été grièvement blessé et a perdu un œil suite à un tir de flash-ball alors qu'il était sur la plage à proximité d'un barrage routier. Le gendarme à l'origine de ce tir a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire. Encore plus grave, un père de famille de 39 ans est décédé 18 octobre, au cours d'une manifestation à Mamoudzou.

SUD éducation Mayotte condamne les violences policières autant qu'il réproouve toutes les exactions en marge des manifestations. L'état a sa part de responsabilité dans la situation actuelle. Aucune consigne particulière donnée par les autorités tant préfectorales que rectorales, les deux institutions majeures de Mayotte, si ce n'est la continuité du service public dans une situation sociale chaotique. Des négociations qui piétinent, une visite ministérielle qui relève plus de l'affront aux relents coloniaux que d'une réponse aux maux de la société mahoraise, car au-delà de la revendication de la baisse de certains produits, c'est bien de cela dont il s'agit. Définir un vrai projet pour l'avenir de Mayotte avec tous les acteurs sociaux et culturels et en tenant compte de ses spécificités, est plus qu'urgent. Donner au peuple de Mayotte les moyens de vivre décemment reste la principale revendication sous-jacente au conflit actuel.

Depuis sa création sur l'île, SUD éducation Mayotte n'a cessé de revendiquer un alignement du traitement des îliens sur celui des métropolitains. L'indexation des salaires est un cheval de bataille de notre syndicat et représente l'une des réponses pour obtenir un niveau de vie décent. L'intégration complète des fonctionnaires dans les statuts nationaux et l'accès aux droits sociaux à 100% dès maintenant sont un premier pas pour s'attaquer aux inégalités sociales, à l'exploitation et la pauvreté, premières des violences faites à la société mahoraise.

Le malaise que vit Mayotte actuellement n'est que la conséquence d'une gestion désastreuse de l'île, qui ne se reconnaît pas dans les promesses qui lui ont été faites pour devenir le 101^{ème} département français, où les minima sociaux sont à un niveau misérable (SMIG à 6,43€ brut de l'heure et un RSA à 25% de celui de la métropole, et seulement à partir de 2012 !) tandis que les prix sont scandaleusement élevés. L'état et le patronat doivent apporter d'urgence des réponses positives sur le fond et cesser immédiatement de répondre par le mépris à des aspirations justes. En s'opposant aux résolutions de l'ONU, la France a décidé de la continuité de traitement dans cette île : il faut que les français dans leur ensemble soutiennent les habitants de Mayotte pour sortir de la situation actuelle qui fabrique des citoyens de seconde zone.

SUD éducation Mayotte